



**Rapport de la délégation parlementaire canadienne  
concernant la visite bilatérale en Inde**

**Section canadienne de l'Association parlementaire du  
Commonwealth (APC)**

**Mumbai, Bangalore, Trivandrum et Kochi, Inde  
Du 31 août au 8 septembre 2012**

# Rapport

Du 31 août au 8 septembre 2012, une délégation de la Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC) s'est rendue en Inde. Dirigée par le député Russ Hiebert, président de la Section, la délégation se composait des honorables sénateurs Raynell Andreychuk et David Smith, et des députés Joe Daniel et Devinder Shory. La délégation était accompagnée d'Elizabeth Kingston, secrétaire exécutive de la Section fédérale.

Conformément à ses statuts, l'APC favorise les visites entre les États membres dans l'objectif de donner l'occasion aux parlementaires de discuter entre eux de questions d'intérêt commun en matière de relations bilatérales et de questions internes concernant l'organisation internationale qu'est le Commonwealth. Cette visite était la deuxième d'une série de missions commerciales en Inde organisées par l'APC. S'appuyant sur la déclaration commune des premiers ministres Singh et Harper de juin 2012, la visite a permis de souligner qu'il est essentiel de resserrer les liens entre les deux pays en matière d'économie, de diplomatie, d'éducation, de sciences et de culture afin de leur partenariat plus efficace et avantageux. Étant donné que le Canada et l'Inde cherchent à conclure un accord de partenariat économique (APE), la visite visait principalement à renforcer l'engagement commun des deux premiers ministres à tripler le commerce et les investissements bilatéraux annuels pour qu'ils atteignent 15 milliards de dollars d'ici 2015. En substance, la visite avait pour objectif de :

Souligner l'importance des relations bilatérales sur le plan des valeurs communes, des préoccupations communes à l'échelle régionale et mondiale, d'un partenariat accru pour le commerce et l'investissement et des liens solides entre les gens; faire valoir les intérêts économiques du Canada en Inde, tout particulièrement en ce qui concerne le commerce et l'investissement, le tourisme, l'agriculture, l'informatique, l'éducation, les affaires et les infrastructures.

L'Inde, une union d'États, est une république souveraine, laïque et démocratique fonctionnant selon un régime parlementaire. La politique indienne est encadrée par la Constitution, adoptée par l'Assemblée constituante le 26 novembre 1949 et entrée en vigueur le 26 novembre 1950.

Selon la Constitution, le président est la tête dirigeante du pouvoir exécutif de l'Union. Le réel pouvoir exécutif repose toutefois entre les mains du conseil des ministres, lui-même dirigé par le premier ministre : le paragraphe 74(1) de la Constitution prévoit la création d'un conseil des ministres dirigé par un premier ministre et responsable d'aider et de conseiller le président, qui, dans le cadre de ses fonctions, agit en conformité avec les conseils qui lui sont prodigués. Le conseil des ministres est collectivement responsable de la Lok Sabha, la Chambre du Peuple.

On pourrait qualifier l'Inde de démocratie plutôt bruyante; en effet, on y recense plus de 600 journaux et 15 chaînes de nouvelles en continu. De 60 à 70 % de la population vit en milieu rural; le reste de la population (30 à 40 %) habite en région urbaine. Plus de 300 millions d'Indiens vivent sous le seuil de la pauvreté, ce qui représente le tiers de la population mondiale vivant dans la pauvreté.

## **Réunions à Mumbai**

Forte d'une population de plus 20,5 millions d'habitants, Mumbai, capitale de l'État du Maharashtra, est la ville la plus peuplée de l'Inde. Reconnue pour sa diversité industrielle, rurale et culturelle, la ville est également la plus prospère du pays et affiche le PIB le plus élevé parmi toutes les villes de l'Asie du Sud, de l'Asie de l'Ouest et de l'Asie centrale. Elle génère 5 % du PIB de l'Inde.

La délégation a pu rencontrer des représentants de la Chambre de commerce indo-canadienne (CCIC). La rencontre visait à aider le Canada à renforcer et à développer ses débouchés commerciaux avec l'Inde et sa population de plus 1,2 milliard d'habitants. Selon les prévisions, l'Inde devrait devenir la troisième économie mondiale en importance d'ici 2050 et, selon les estimations, sa classe moyenne, en pleine croissance, compte de 150 à 200 millions de personnes. Qui plus est, avec la montée du revenu par habitant, l'essor rapide des secteurs manufacturier, des technologies de pointe et des services et les impératifs sur le plan des infrastructures et des ressources naturelles qui leurs sont associés, les entreprises canadiennes ont tout à gagner de tels débouchés.

Le président, Russ Hiebert, s'est adressé aux représentants de la CCIC. Il a souligné le fait que, grâce à la Stratégie commerciale mondiale du Canada, le gouvernement fédéral s'emploie à trouver de nouveaux débouchés pour les exportateurs, les investisseurs et les innovateurs canadiens. La Stratégie comporte un programme dynamique de négociations commerciales grâce auquel le Canada a entamé des pourparlers avec plus de 50 pays. Avec l'aide de représentants du gouvernement, du milieu universitaire et du monde des affaires, le gouvernement fédéral a recensé 13 marchés prioritaires dans le monde où les débouchés et les intérêts canadiens ont le plus grand potentiel de croissance. Aux yeux du gouvernement, l'Inde est l'un de ces marchés. Le Canada et l'Inde conviennent que les échanges bilatéraux, à leurs niveaux actuels, ne reflètent pas le véritable potentiel de leur relation commerciale. Quatre secteurs clés ont été ciblés comme étant prioritaires aux fins de la coopération bilatérale : la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire, les infrastructures et l'éducation. À l'heure actuelle, les principales exportations canadiennes sont les légumes (surtout les pois et les lentilles), les engrais, le papier et le carton et les aéronefs. Les principales importations canadiennes sont les produits chimiques organiques, les pierres précieuses et les métaux, les produits de fer et d'acier, les

vêtements tricotés et les vêtements tissés. Les deux pays ont reconnu le potentiel énorme de leur partenariat et veulent intensifier les échanges commerciaux de 15 milliards de dollars d'ici 2015. Afin d'atteindre cet objectif, ils ont accordé la priorité à la conclusion d'un accord sur la protection des investissements étrangers (APIE) en plus de l'Accord de partenariat économique étendu (APEE). En outre, ils uniront leurs efforts pour tripler, d'ici quelques années, le nombre d'entreprises canadiennes en activité en Inde.

Par la suite, une réunion s'est tenue avec les représentants de la Banque ICICI, une multinationale de services bancaires et financiers dont le siège social se trouve à Mumbai. Cette institution est la première banque privée en importance et la deuxième banque en importance au pays. En date du 31 mars 2012, elle cumulait un actif consolidé de 119 milliards de dollars américains et était présente dans 19 pays. La Banque ICICI du Canada est une banque multiservice directe qui, en date du 31 mars 2012, totalisait un actif de 5,3 milliards de dollars canadiens. Au Canada depuis 2003, la Banque ICICI a des bureaux à Vancouver, à Calgary et à Toronto. Sa clientèle, diversifiée, s'élève à plus de 110 857 personnes, dont 55 % sont d'origine indo-canadienne.

La Banque ICICI offre des services bancaires de détail (services bancaires aux particuliers, de prêts personnels, de cartes de crédit et hypothécaires); des services bancaires en milieu rural (microfinancement et services bancaires agricoles); et des services bancaires en gros (investissement, services bancaires aux grandes entreprises et financement de projet). Forte de plus de 2 700 succursales, 7 000 machines bancaires et 56 000 employés, elle détient plus de 25 millions de comptes-clients et elle est considérée comme l'une des 60 meilleures banques à l'échelle mondiale et comme l'une des plus avancées en Inde sur le plan technologique.

La Banque prévoit une augmentation notable des échanges commerciaux et de capitaux entre le Canada et l'Inde, pour les raisons suivantes : l'APEE devrait être conclu sous peu; les investissements indiens au Canada dans les secteurs pétrolier, gazier et des ressources ont augmenté; et on s'attend à ce que les investissements canadiens profitent du potentiel de croissance en Inde dans les infrastructures et les produits de consommation. De plus, les virements de fonds dans ce corridor sont appelés à s'intensifier en raison de la hausse de l'immigration, des investissements et des déplacements. La Banque investit dans certaines entreprises canadiennes, notamment Bombardier, Magna, Husky et Holcim.

Par la suite, la délégation a rencontré des représentants du groupe Essar, un consortium multinational indien dont le siège social est situé à Mumbai. Essar Steel Algoma, une filiale du groupe, est un important producteur d'acier situé à Sault Ste. Marie, en Ontario. Le groupe Essar est présent dans des secteurs comme celui de

l'acier, de l'énergie, de l'électricité, des communications, des ports d'expédition, de la logistique et de la construction.

Le groupe Essar a acquis Algoma Steel en 2007. Depuis, le groupe a généré 50 % de ventes au Canada, 46 % aux États-Unis et 4 % dans le reste du monde. Le groupe fait montre d'une solide responsabilité sociale et il a investi dans la région, notamment dans l'Université Algoma et l'Hôpital de Sault-Sainte-Marie.

### **Réunions à Bangalore**

Bangalore est la capitale de l'État indien du Karnataka et la troisième ville la plus peuplée de l'Inde. On l'appelle la « Silicon Valley de l'Inde » en raison de sa position de chef de file en matière d'exportation des technologies de l'information (TI).

La délégation a pu visiter le World Trade Centre (WTC) de Bangalore. Conçu par l'un des plus importants cabinets d'architectes du monde, le WTC est la tour commerciale la plus élevée de la ville. Le groupe Brigade est une société immobilière de premier plan en Inde.

Le WTC de Bangalore fait partie de la World Trade Centres Association, dont le siège social est situé à New York, qui forme un réseau de 330 centres établis dans une centaine de pays.

Le WTC de Bangalore a comme principal objectif de favoriser le commerce mondial en offrant différents types de services et d'installations conçus spécialement pour répondre aux besoins des acteurs du commerce mondial.

Bangalore est devenue l'une des destinations les plus prisées des organisations internationales qui veulent s'établir en Inde. Elle attire ainsi des millions de dollars en investissements, de partout dans le monde. Le WTC de Bangalore est la plaque tournante commerciale de la ville, et il est situé à proximité de la gare ferroviaire et de l'aéroport international.

La délégation a ensuite visité le Collège dentaire M.S. Ramaiah, l'un des plus importants instituts d'enseignement et de formation dentaires de la région de Bangalore. Depuis sa fondation, en 1991, l'établissement offre des programmes universitaires de premier et de deuxième cycles en dentisterie, et il compte actuellement 400 étudiants. Il exploite également un hôpital dentaire. Le Collège fait partie de la Fondation d'éducation Gokula qui, à son tour, fait partie d'un réseau d'établissements d'enseignement qui offrent des programmes de génie, de sciences médicales, de pharmacie, de sciences infirmières, de physiothérapie, de neurosciences et de gestion hôtelière. Globalement, plus de 30 000 étudiants sont inscrits dans différents établissements d'enseignement exploités par la Fondation. Des placements

sont offerts aux ressortissants indiens, aux ressortissants étrangers ainsi qu'à des Indiens non résidents et à des gens d'ascendance indienne. La délégation a appris que, pour faire avancer la cause de l'éducation, de la recherche et des services dans la société, la Fondation cherche sans cesse à conclure des ententes avec des établissements d'enseignement en Inde et à l'étranger. De plus, grâce à ses services communautaires, la Fondation tisse des liens avec les communautés rurales indiennes afin de servir la population majoritairement démunie du pays. La fondation est aussi bien connue pour son potentiel croissant de tourisme médical, en particulier pour les patients des États-Unis pour qui le système de santé américain n'est pas accessible financièrement. Ainsi, elle offre des services de chirurgie à cœur ouvert, de chirurgie cardiaque pédiatrique, d'arthroplastie de la hanche et du genou, de chirurgie cosmétique, de greffe de moelle osseuse et de cancérothérapie.

Ensuite, la délégation a visité le campus de l'Université de Jain, et plus particulièrement son centre de recherche en sciences sociales et en éducation. Les recherches du Centre sont surtout axées sur la démocratie, notamment en matière de politique indienne. L'Université de Jain est parmi les 100 meilleures universités en Inde (22<sup>e</sup> rang) et la meilleure université privée du pays. Elle compte 9 500 étudiants, dont 450 au troisième cycle. Elle a pour objectif de favoriser le développement humain grâce à un enseignement, un programme de recherche et un curriculum de perfectionnement entrepreneurial de qualité. À ce titre, elle a entrepris un projet avec l'École de commerce Richard Ivey de l'Université Western, située à London, en Ontario.

### **Visite de Trivandrum, dans le Kerala**

Kerala est un État du sud-ouest de l'Inde, situé sur la côte du Malabar, dont la population affiche le taux de croissance le plus faible (3,44 %) et le taux d'alphabétisation le plus élevé (95,5 %) du pays. Le quotidien *Times of India* présente Trivandrum comme l'un des meilleurs endroits où vivre au Kerala et comme l'une des villes les plus « vertes » de l'Inde.

La délégation a pu rencontrer le ministre en chef du Kerala, l'honorable Oommen Chandi. Il s'agissait d'une visite de courtoisie qui a permis aux délégués d'expliquer les intérêts du Canada à renforcer ses liens avec Kerala. Le portefeuille de M. Chandi englobe l'administration générale, l'ensemble des services en Inde, l'administration du système de justice civile et pénale, la technologie et l'environnement, les instituts scientifiques, les réformes administratives et personnelles, les élections, l'intégration, le bien-être social, l'allègement de la détresse, l'hospitalité d'État et les eaux riveraines interétatiques.

La délégation est arrivée avant le début de la foire commerciale Emerging Kerala, où le Canada a assuré une présence marquée de 13 entreprises et de 22 établissements

d'enseignement. Les intérêts canadiens au Kerala sont solides, en raison de la population importante originaire du Kerala vivant au Canada.

Le ministre en chef a informé la délégation que la foire avait pour but de réunir des chefs d'entreprise, des investisseurs, des sociétés, des leaders d'opinion et des décisionnaires, qu'elle se voulait une tribune permettant de comprendre et de mettre en relief les possibilités d'investissement au Kerala, et qu'elle visait à annoncer au monde qu'elle était prête à accueillir des investisseurs.

L'État du Kerala a une longue tradition universitaire et ne cesse de s'améliorer dans les secteurs des technologies de pointe et des télécommunications, de même que dans les domaines bancaires et du tourisme médical; sa clientèle est venue surtout d'Europe, du Moyen-Orient et de l'Australie.

La délégation a ensuite visité le parc technologique de Trivandrum, le premier parc de technologies de l'information en Inde et le plus important du pays. Le parc, qui appartient en totalité au gouvernement du Kerala, se décrit comme le parc informatique le plus rentable de l'Inde.

Le parc technologique est réparti sur 340 acres, ce qui en fait l'un des sites les plus vastes et les plus avancés de l'industrie des technologies de l'information. Qui plus est, il offre aux investisseurs et aux entreprises, à un coût de fonctionnement abordable, un réseau électrique stable à 99 %, des infrastructures de classe mondiale, des procédures de démarrage simples et un régime fiscal avantageux grâce à sa zone économique spécialement désignée libre d'impôts pendant les cinq premières années d'exploitation et offrant les cinq années suivantes à un taux d'imposition de 15 %, jusqu'à un taux maximum de 30 %. Parmi les entreprises présentes dans le parc, Infosys, une firme spécialisée dans le développement de logiciels et le génie logiciel, a ouvert ses portes à Trivandrum en janvier 2004.

La délégation a ensuite rencontré l'honorable A.P. Anil Kumar, ministre du Bien-être des castes répertoriées et des castes défavorisées et du Tourisme. Les discussions ont porté sur l'industrie touristique dynamique de l'État du Kerala. L'État accueille principalement des touristes d'Europe, notamment du Royaume-Uni (50 000 visiteurs chaque année), de l'Allemagne (35 000 visiteurs) et de la France (70 000 visiteurs). Le Kerala est aussi considéré comme une destination touristique de choix par les Indiens, notamment par les habitants de Bangalore, de Mumbai et de Chennai. Le ministre espère accroître le tourisme en provenance de l'Australie, de la Russie, du Moyen-Orient et du Canada.

Par la suite, la délégation a rencontré l'honorable Kunjalikuttyl, ministre des Industries (notamment des coopératives industrielles), du Commerce, des Mines et de la

Géologie, du Tissage à la main et des Textiles, des Technologies de l'information et des Pèlerinages Waqf et Haj. Le ministre s'est dit reconnaissant de la forte représentation du Canada à la foire commerciale Emerging Kerala, tant de la part de l'industrie que des établissements d'enseignement. Il a parlé du besoin d'augmenter les investissements dans le Kerala, en particulier dans les secteurs des nouvelles technologies, de la gestion des déchets et du tourisme. Des délégués ont déclaré qu'une délégation du Kerala devrait venir au Canada pour y promouvoir son énorme potentiel et son environnement propice aux entreprises, en particulier avec la réussite de la structure du parc technologique.

### **Visite à Kochi**

La délégation a rencontré l'Association de gestion du Kerala (Kerala Management Association, ou KMA) et la Chambre de commerce et d'industrie du Kerala (Kerala Chamber of Commerce and Industry, ou KCCI). La KMA a pour objectif de promouvoir l'éducation et la formation dans les domaines de l'administration industrielle et de la gestion des affaires dans l'ensemble de l'État du Kerala. Elle organise des conférences, des congrès, des symposiums et des séminaires, en plus de faire la promotion de cours et de formations dans les établissements d'enseignement et de recherche.

La KCCI a été fondée en 1951. Elle a pour objectif d'ouvrir des débouchés visant à stimuler l'économie de l'État du Kerala. Elle a participé activement à la mise sur pied des infrastructures de l'État, et elle a joué un rôle déterminant dans l'établissement des infrastructures du Trade Centre du Kerala.

Cette réunion interactive a montré le dynamisme de l'économie de l'État du Kerala : sa population représente moins de 3 % de la population de l'Inde, mais plus de 14 % de la consommation du pays. La réunion a sensibilisé les délégués au fait que le Kerala cherche activement de nouveaux débouchés d'investissement et de revenus et qu'il est très ouvert à l'entrepreneuriat. Grâce à son taux élevé d'alphabétisation, sa main-d'œuvre est instruite et motivée. Fait à noter, un accord de libre-échange ouvrirait la voie à des échanges commerciaux mutuellement avantageux, et le Canada possède un avantage net étant donné que l'anglais est une langue commune aux deux pays. En outre, selon les prévisions, l'Inde deviendra la troisième économie mondiale en importance d'ici 2050.

Le potentiel du Canada sur le plan du commerce et des investissements est énorme. On s'attend à ce que, d'ici 2013, l'Inde devienne la troisième superpuissance en importance. Si on s'attend à ce que la Chine atteigne sa capacité démographique maximale d'ici 2015, l'Inde, quant à elle, atteindra son plein potentiel démographique d'ici 2035. L'Inde a déjà montré qu'elle est un grand fournisseur de services de technologies de l'information, et elle s'emploie à développer son assise manufacturière.

Pour conclure, la délégation aimerait remercier les consulats de Mumbai et de Chennai, et en particulier Nicolas Lepage et Kyle Nunas pour leurs conseils et leur aide inestimables lors de l'organisation des réunions qui ont ponctué la visite de la délégation. Ces réunions ont permis aux délégués de mieux comprendre l'environnement politique et économique unique de l'Inde, à l'heure où le pays surmonte ses défis pour devenir une puissance économique mondiale.

Respectueusement soumis,

Joe Preston, député  
Président  
Section canadienne de  
l'Association parlementaire du  
Commonwealth (APC)

## Dépenses de voyage

<b>ASSOCIATION</b>	Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)
<b>ACTIVITÉ</b>	Visite bilatérale en Inde
<b>DESTINATION</b>	Mumbai, Bangalore, Trivandrum et Kochi, Inde
<b>DATES</b>	Du 31 août au 8 septembre 2012
<b>DÉLÉGATION</b>	
<b>SÉNAT</b>	L'hon. Raynell Andreychuk, sénatrice et L'hon. David Smith sénateur
<b>CHAMBRE DES COMMUNES</b>	M. Russ Hiebert, député, M. Joe Daniel, député et M. Devinder Shory, député
<b>PERSONNEL</b>	Mme Elizabeth Kingston, secrétaire exécutive
<b>TRANSPORT</b>	<b>\$15,257.45</b>
<b>HÉBERGEMENT</b>	<b>\$1,678.95</b>
<b>HOSPITALITÉ</b>	<b>\$1,479.61</b>
<b>INDEMNITÉS JOURNALIÈRES</b>	<b>\$2,145.99</b>
<b>CADEAUX OFFICIELS</b>	<b>\$0.00</b>
<b>DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION</b>	<b>\$548.12</b>
<b>TOTAL</b>	<b>\$21,110.12</b>